

Sociologie des migrations et de la diversité ethnoculturelle des sociétés européennes

1- SÉANCE INTRODUCTIVE

Perspective historique & contemporaine de la migration —> **transnationalisme & diaspora**.

2 thématiques : Mouvements migratoires vers l'Europe & à travers le monde et le vivre ensemble dans les sociétés démocratiques contemporaines marquées par la diversité ethnoculturelle de leurs populations. + des notions politiques (discrimination, racisme & ségrégation).

Ajrd = humanité marquée par migrations & déplacement de pops, toutes les sociétés (démocratiques ou pas) marquées par diversité ethnoculturelle.

En France : socio migrations apparaît dans **60's**, au moment des vagues d'immigration d'après guerre (immigration algérienne —> département colonial). Etudes sur l'immigration en FR et en EU sont arrivées plus tardivement qu'aux USA, où constitutive de la réflexion socio (mythe national du *melting-pot*, vagues migratoires successives —> pourtant mise à l'écart des pop autochtones).

Socio des migrations souffre & souffre encore d'un déficit de légitimité par rapport aux autres grands domaines de socio (théorie, éducation, travail...). La socio des migrations s'intéresse aux « **Autres** », « **déshérités** » & évoque des pbs sociaux.

—> Sociologie de l'immigration de REA Andrea & TRIPIER Maryse (**LIRE ÇA**)

Termes :

Étrangers : def juridique (ne pas avoir nationalité fr), ce n'est pas dimension socio

Immigré : né ds un pays, vivre dans un autre (on peut être immigré fr car naturalisé)

—> on peut être français ds un autre pays et immigrer en fr (ex : enfants d'expats)

—> ces 2 termes ne sont pas synonymes

—> ajrd, on tient + compte du statut par rapport à migration

Descendants d'immigrés : personnes généralement fr à l'âge adulte mais qui ont au moins un parent né à l'étranger

—> Relation à la migration : **directe** ou **indirecte** (héritier de la culture d'origine, mais n'empêche pas de participer à la culture fr)

Migrants : terminologie + contemporaines, traduction de l'anglais, pas de statut de réfugiés, demandeurs d'asile politique, inscrit l'individu dans le mouvement, se veut neutre (discutable)

Réfugiés : a obtenu l'asile politique

Débat sur le fait migratoire :

Débat animé sur effets + et - de l'immigration, position idéo diverses.

L'immigration interroge **l'auto-définition collective** : l'identité nationale dans un monde en pleine mutation. Ajrd, dans monde globalisé, pops sont en mobilité accrue. Les conceptions nationales sont mises en doute —> entité nationale structurellement affaiblie

/!/ l'identité nationale n'est pas un concept sociologique mais un concept historique.

Mieux analyser le fait migratoire

- Essayer de **construire les faits** (historiques & sociaux)
- Avoir des **concepts** sociologiques (cadre théorique) qui permettent d'étudier la réalité sociale
- Faire des **études empiriques**
 - Quanti : stats (donnent vue d'ensemble)
 - Quali : études plus circonscrites (pops particulières)

Déséquilibre socio-économique et mondialisation : pays riches (hémisphère nord) différent des pays pauvres (hémisphère sud)

—> France tradition pays d'immigration depuis 150 ans, mais par ex Italie avant pays d'émigration mtn pays d'immigration

2. LES MIGRATIONS CONTEMPORAINES

COMPRENDRE L'IMMIGRATION EN S'INTÉRESSANT À L'ÉMIGRATION

Diff formes de migrations :

- Économique, politique, environnemental
- Plus ou moins volontaires
- Par recrutement ou arrivées spontanées

Les économistes ont parlé des :

- **Push factors** : poussent à partir (misère, crises politiques, guerres...)
- **Pull factors** : attirent dans un pays (recherche de main-d'oeuvre, offres d'emploi dans certains secteurs...)

Mais! L'approche socio est différente, elle situe les migrations dans leur contexte historique et s'intéresse aux facteurs humains et sociologiques.

Mouvements migratoires :

- Appel de main-d'oeuvre pour bâtir/labourer pays (émigrés européens vers USA, migrations en Europe)
- Chercher salut/fortune ailleurs (Brésil & Amérique latine)
- Mais aussi déplacements forcés et expulsions (après guerre, perte de territoire...)
- Déportations (Union Soviétique les minorités ont été déplacées)

Mobiles d'émigration hier comme aujourd'hui ?

—> Situations politiques, humanitaires, écologiques difficiles

Espoir d'une amélioration des conditions économiques (émigrés ajrd plus instruits que dans 60's) = recrutement de main d'oeuvre (pays du Golfe, migrations écos des pays de l'Est (+saisonnière)

—> Compter sur les devises des émigrés pour faire fonctionner l'économie du pays

PHÉNOMÈNES PLUS CONTEMPORAINS

Des migrations **spontanées** via des « passeurs » donnant lieu à des demandes d'asile politique.

Dans les sociétés d'origines = **phénomène de désorganisation** :

- État de guerre dictatures ou oppression
- Arrivées en Grèce, Italie, Espagne en risquant la mort
- Mais, réfugiés ne trouvent plus en Europe conditions d'accueil permettant **ré-organisation**

Changements politiques post-soviétiques et intégration européenne ont provoqué de news migrations en provenance pays de l'Est de l'Europe

Ex : pops Roms sédentarisées en Roumanie et en Bulgarie ont repris la rout

« CRISE MIGRATOIRE » ?

26 millions de réfugiés dans le monde en fin 2019 (dont 5,6 millions de réfugiés palestiniens).

En 2019, 2/3 réfugiés mondiaux originaires de 5 pays : Syrie, Venezuela, Afghanistan, Soudan du Sud et Birmanie

En valeur absolue, l'Allemagne est le seul pays européen à faire partie des 10 pays du monde accueillant le plus de réfugiés en 2019 (derrière Turquie, Colombie, Pakistan et Ouganda)

Demandeur d'asile : personne qui se dit être réfugiée mais qui n'a pas encore obtenu ce statut dans le pays auquel elle réclame l'accueil

—> en 2019, en Europe, 612 700 demandes d'asile politiques

Endroits géographiques qui cristallisent pbs : Lampedusa (+ 100 milles arrivées en 2014, bcp morts en mer) ou encore l'île de Lesbos.

Perspectives **micro-socio** — parcours de migrants

- Sur les migrations actuelles : surtout journalistes et ONG, quelques travail socio-anthropo apparaissent (Ex : **Kingsley**)

Calais : la « jungle », regroupement de réfugiés qui voudraient traverser la Manche, en **2016** + de 8000 migrants y vivaient.

PERSPECTIVE POLITIQUE

Questions de migrations sont des questions de **politiques internationales**

- On en peut pas comprendre les migrations sans prendre en considération les changements géopolitiques à grande échelle
- Réfugiés de Syrie, de Somalie ou de l'Erythrée nous font comprendre
 - Pbs humanitaires sont conséquents dans les pays d'origine et les pays d'arrivée (imbrications internationales, incompréhensions dans les pays d'arrivée, entre pop établies)

Mais aussi à Paris (Barbès, La Chapelle.....)

Législation européenne : la logique politique n'est plus nationale mais européenne, prévoit que chaque pays peut directement renvoyer un migrant vers le pays d'où il vient (c'est la **règle de « Dublin »** —> a été remise en cause début septembre).

L'Europe déploie bcp de moyens pour « sécuriser » les frontières extérieures, **programme « Frontex »**. La politique européenne est avant tout **sécuritaire** : renforcer les frontières extérieures même si il y a bcp de réfugiés.

—> débat public européen est intense entre protection de notre culture/bien-être contre l'action humanitaire

Crise des réfugiés en France : difficulté des politiques nationales et municipales d'organiser efficacement l'accueil et le suivi des demandeurs d'asile. L'opinion politique se tourne contre les migrants. Les décisions politiques tiennent compte de l'opinion publique, mais sont de plus en plus hostiles aux migrants.

France : vieil Empire colonial, immigrants venus en FR depuis le **19ème siècle** (surtout Italie et Espagne. Aussi puissance coloniale (Senegal, Mali, Laos, Cambodge, Vietnam....)).

Pratique historique d'une immigration continue est perpétuée depuis les **années 60**. Chaque année en France 100 000 personnes entrent légalement.

QUATRE VAGUES MIGRATOIRES

1. **Après la 2nd guerre mondiale**, tous les déplacés vivant dans les territoires du monde communiste (Guerre Froide) : 13/15 millions de personnes
2. Les immigrés pour le travail dans les années **1960** : environ 1million en 1964
3. Après l'implosion de l'Union Soviétique, les minorités allemandes sont venues en Allemagne : 1.5millions de personnes de 88 à 92.
4. Les migrants et réfugiés actuels

LES RÉFUGIÉS DANS LE MONDE - UNE QUESTION INTERNATIONALE

Il faut comprendre la situation dans le contexte international : la plupart des réfugiés sont accueillis ailleurs qu'en Europe ou aux USA. Il y a de multiples crises politique et économiques dans le monde (les organisations humanitaires n'apportent que des aides ponctuelles ou ciblées). Les relations de pouvoir entre pays et l'exploitation des ressources naturelles et humaines par les multinationales contribuent depuis longtemps à maintenir les inégalités entre les pays.

—> Sur Moodle : quelle analyse sociologique face à la crise migratoire

3- COMPRENDRE L'IMMIGRATION PAR L'ÉMIGRATION

Début des études sur immigration = **l'école de Chicago**. Étudier les rythmes, dimensions et sens des processus afin de lire dans l'espace urbain **l'incorporation progressive des vagues migratoires** dans la société américaine.

—> les travaux de l'école de Chicago ont fondé la socio de l'immigration avec des concepts généraux d'accommodation, acculturation, assimilation, ségrégation

Étude fondatrice : *Le paysan polonais* de **Znaniecki** avec un postulat qu'il faut connaître la société d'origine pour comprendre le destin social des pops s'installant aux USA.

1ère approche structurale :

- **Désorganisation** : affaiblissement de l'influence des règles sociales sur les membres du groupe et crée des aspirations/insatisfactions instaurés à partir d'éléments préexistants
 - **Réorganisation** : nouvelles règles et institutions instaurés à partir d'éléments préexistants
- > Critique systématique du concept de « race » : pas lié à leur faiblesse mais aux changements sociaux suite à la migration = explication de destins individuels par les conditions structurelles
- > Résulte en une logique de déviance et d'assimilation très marquée

La désorganisation n'est pas le produit de l'immigration : société polonaise tradi désorganisée au niveau familial et communautaire donc émigration.

C'est aux USA que les immigrés se **réorganisent** et mettent en place des **nouvelles formes de vie sociale** (éducation américaine, orga de l'espace urbain par nationalité d'origine, solidarité entre immigrés...etc).

—> Cette **assimilation** passe donc par la communauté d'origine avec l'apprentissage de la langue, de l'histoire et des idéaux pour s'intégrer.

LES TROIS « ÂGES DE L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE EN FRANCE - ABDELMALED SAYAD (1977)

Le but de **Sayad** dans cet article est de comprendre les différentes formes d'établissement en FR par le rôle que joue l'émigré dans le pays d'origine. Il reconstitue les **trajectoires** des émigrés pour comprendre leur vie en FR (caractéristiques sociales).

Les 3 « âges » :

- **1er âge : l'émigration sur ordre**
 - Le premier départ en France est signe de la ruine de l'équilibre ancien (trop pauvre). Ce départ est provisoire, organisé à partir des travaux agricoles pour ramener de l'argent au groupe familial. Mission pr le groupe en gardant les valeurs paysannes de travail : ne pas se laisser séduire par la ville et la consommation
- **2ème âge : la perte de contrôle**
 - Les séjours se prolongent à cause du manque d'argent. L'émigré cesse d'être paysan. L'individualisme se développe (processus de dépaysement) avec séjours dans le pays d'origines pour vacances. Avec cette intégration économique en FR se développe une nouvelle identité
- **3ème âge : une colonie algérienne en France**
 - L'émigration devient permanente avec une double condition : exclusion et coupure avec la société d'origine (la double absence) et donc une ambiguïté des relations avec les deux pays. Il y a également une migration familiale (mariage avec des français). Cette communauté présente en France n'est pas constituée que d'ouvriers (il y a aussi des commerçants, religieux, avocats....)

Et ajrd : **un 4ème âge ?** (Extrapolation de la prof)

Sédentarisation de la pop algérienne (minorité fortement intégrée). Mais en raison de la situation socio-politique en Algérie, il y a des arrivées régulières de **nouveaux migrants** (donc forte hétérogénéité interne). Diff strats de la pop algérienne en FR (bcp sont français, descendants ont déjà eu enfants voir petits enfants).

L'enjeu d'aujourd'hui sont les **questions identitaires et religieuses** des descendants d'immigrés.

Cet article est emblématique et modèle pour d'autres études. Il a été néanmoins critiqué car trop centré sur l'émigration-immigration sans évoquer la situation socio-politique. De plus, l'idée des âges fait penser à des périodes qui ne se superposent pas (alors que possibilité au sein de la même famille).

Ce modèle n'est également pas généralisable, la comparaison avec l'immigration polonaise aux USA est difficile par exemple. Mais des mécanismes sont comparables : la désorganisation au pays d'origine provoque l'émigration.

SCHÉMA ÉMI-IMMIGRATION

Ce schéma permet un regard moins ethnocentriste (ne réduit pas le migrant à sa simple condition d'immigré). Il s'agit d'un schéma d'analyse d'un pour les migrations de main-d'oeuvre qui se sont sédentarisés (ici ≠ là-bas), **années 60 à 80** mais auj société globalisée (diaspora, transnationalisme).

—> ne voit pas les news migrations plus circulaires et en réseau et ne tient pas compte interconnexions en pops migrantes

C'est une réflexion plus élaborée que le schéma d'analyse classique. **La fermeture des frontières dans les pays occidentaux a modifié les processus classiques.** La migration s'est donc dérégulée, elle emprunte des chemins plus compliqués.

4- QUELS CONCEPTS POUR QUELLE ANALYSE : INTÉGRATION OU ASSIMILATION

Descendants d'immigrés : personnes nées en France dont les parents sont nés à l'étranger

Ajrd, double problème :

- **Migrations nouvelles**
- **Diversité de la pop française suite à des mvmts migratoires antérieurs**

Parents qui migrent avec enfants en bas âge = vont être **socialisés** en FR comme si ils avaient tjrs vécu là. Ils vont compter comme immigrés : sociologiquement, ce terme pose pb.

La décision de l'INSEE : quand grands parents sont immigrés (mais pas parents), on ne compte plus ces personnes là comme descendants d'immigrés. Donc bcp de personnes perçues comme « venant d'ailleurs » mais n'ayant pas d'autres **expériences de vie** (socialisation) dans un autre pays que la FR.

—> terme de « perception » : avec le **phénotype** et le nom de famille

Pour immigrés : la **question juridique** au premier plan en plus des questionnements d'ordre culturel et religieux. Tant que le statut est instable = pops occupées à se conformer pour occuper un statut stable. Question de la nationalité : juridique.

Pour les personnes en situation régulières : questions d'ordre **identitaires**. Ce n'est pas parce que juridiquement on appartient à une autre nation que identitairement on y appartient aussi.

Pops immigrées issues des différentes vagues migratoires se caractérisent par : pratiques culturelles et religieuses spécifiques et liens historiques particuliers avec la FR.

—> apparition de commerces spécifiques à certaines ethniques, usage de la langue, particularités religieuses, convivialités....

COMPRENDRE LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Les pratiques culturelles qui se dvpt ds pays d'immigration sont elles héritées du pays d'origine ou produites dans le contexte migratoire ?

Ds mesure où pops immigrées se situent plutôt en bas de l'échelle sociale, sont-elles culturelles ou sociales ?

Ces deux questions == il s'agit de comprendre la diversité culturelle avec ensembles conceptuels :

- **Intégration, assimilation, minorité**
- **Culture, religion, ethnicité, origine, « race »**
- **Acculturation, identité**
- **Exclusion, ségrégation, discrimination**

Tension entre le politique et le social : les **Etats-nations** combinent la dimension ethnique avec la dimension politique (nation ethnique \neq nation politique). **Aucun Etat n'est que politique ou que ethnique.** Tous les états combinent ces deux éléments.

Selon les traditions nationales, l'inclusion politique est plus ou moins ouverte aux étrangers, plus ou moins empreinte de la dimension ethnique ou religieuse.

—> Politiques favorables à l'immigration : Canada et Québec. Facile d'acquérir la nationalité.

TRADITION NATIONALE FRANÇAISE

Conception politique de la nation : **héritage révolutionnaire**, fortement inscrite dans les valeurs républicaines. La conception politique française est **républicaine**, neutre et raisonne en terme d'individu avec une référence ethnique omniprésente. Donc les populations minoritaires (phénotypiquement asiatiques, africaines...) sont en permanence confrontés à une **justification**. Donc il existe une **perception culturelle** comme une population à peu blanche.

Socialement, **référence « ethnique » omniprésente** : pop majoritaire de l'hexagone, phénotype de peau blanche, culture chrétienne sécularisée (ou catholique), inscription historique dans l'Europe continentale.

(—>Écouter podcasts de **François Héran** sur France Culture)

LOIS SUR LA NATIONALITÉ

La loi française est une combinaison du **droit du sang** (filiation) avec **le droit du sol** (naissance dans le pays). Le droit du sang concerne les enfants nés en France de parents français (cela s'appelle le **double jus soli**). Les enfants nés en France de parents étrangers peuvent faire une demande anticipée à 16 ans et accèdent de droit 18 ans. Ces enfants doivent justifier d'au moins 5 ans de scolarité en France pour accéder à la nationalité.

Loi allemande : uniquement le droit du sang **de 1913 à 2000**. Accès à la nationalité des enfants nés en Allemagne de parents nés en Allemagne seulement depuis **2000**.

Prénotion dans le domaine de l'immigration : revenir à la notion durkheimienne. C'est le « sens commun ». Le jugement de valeur est omniprésent dans ce domaine (tt le monde a une opinion différente).

INTÉGRATION \neq ASSIMILATION

Intégration \neq assimilation.

Raisonner en terme **d'adaptation**? —> proposition d'un processus unilatéral

Raisonner en terme **d'intégration**? —> confond processus et politique d'intégration (programmes mis en place pr contribuer à l'intégration des immigrés)

—> L'attitude socio par rapport à ça : il ne s'agit pas de juger de la bonne ou « moins bonne » intégration/assimilation mais de faire **l'étude des différents modes d'intégration des populations immigrées** (tous les indivs n'ont pas la même manière de concevoir leur rapport à la société) ainsi que l'étude de la participation à la société à partir de faits objectivables (ds la vie familiale, pro, etc...ou dans les représentations)

HISTOIRE DES CONCEPTS

a) Intégration

Chez **Durkheim** : *Division du travail social* (notion structuraliste) et *Le suicide* (notion + individualiste).

—> Il faut intégrer les deux au raisonnement (**structure + individu**) afin de comprendre l'intégration dans la société

Chez **Weber** : concepts de **sociation** (échange rationnel) et **communalisation** (sentiment d'appartenance au groupe)

Intégration : « processus de participation à la société à l'intersection des conditions structurelles, notamment juridiques, et des références culturelles » (B. Collet, 2006)

—> Dimension normative centrale : les institutions sont des cadres normatifs, les individus sont porteurs de normes.

—> Des obstacles tels que la discrimination, les stéréotypes font partie des conditions structurelles

—> Les références culturelles ne sont pas uniformes, elles sont individuellement variables

b) Assimilation

Ce concept trouve ses origines dans la **sociologie des migrations américaine** (sociologie de Chicago). **Cette assimilation peut être culturelle ou structurelle.**

—> Ce concept est souvent mal compris, même utilisé par des sociologues renommés.

5- NOUVELLES RÉALITÉ, NOUVEAUX CONCEPTS : DIASPORA, TRANSNATIONALISME, NATIONALISME MÉTHODOLOGIQUE

RENOUVEAU DE LA SOCIO DES MIGRATIONS ET DES RELATIONS INTERETHNIQUES

Depuis environ **15 ans** : changement de paradigme en France avec de nouveaux concepts : **diaspora** et **transnationalisme**.

Les anciens concepts (assimilation, intégration) **ne permettraient donc plus d'appréhender les faits migratoires**. C'est vrai pour plusieurs raisons :

- **Les migrations se sont transformées**
- **L'analyse des mobilités/migrations s'est mondialisée**
- **L'étude du fait migratoire s'est autonomisée par rapport à intégration/assimilation**

DIASPORA

Diaspora : vise à saisir la dispersion d'un « peuple » qui conserve un sentiment d'unité.

—> Concept classiquement utilisé pour la diaspora juive ou arménienne

—> Peuple = concept qui projette une identité commune en raison d'une même origine

Chgt de paradigme à la fin du **20ème siècle** :

- **Les flux migratoires se sont diversifiés** (les déplacement se font dans toutes les directions, elles ne vont pas d'un pays d'origine vers un pays d'immigration)
- **Chgt d'échelle** : du prisme national à l'échelle internationale
- **Les anciens couloirs migratoires se sont modifiés**

FORCE SYMBOLIQUE DU CONCEPT

Force identitaire et politique du concept : les « peuples » éparpillés désireux d'affirmer leur unité et leur présence sur la scène mondiale.

Mais aussi une **force symbolique** car attachée à un mythe des origines communes (fidélité, solidarité). **Et une vision utopique** : monde sans frontières, capable de conjurer les effets négatifs de la mondialisation.

Chantal Bordes-Benayoun et Dominique Schnapper dans leur livre en 2006 soulignent le passage d'un **sens négatif** (exil, exclusion) à un **sens positif** (revendication identitaires transnationales).

DIASPORA ET IDENTITÉ COLLECTIVE

Construction identitaire sans inscription locale ou nationale précise au départ et à l'arrivée : il existe un territoire d'origine de référence, mais les **relations entre migrants de différents lieux se déploient sans passer par celui-ci**. Cette origine est complétée par l'**histoire migratoire**.

- > Réseau d'interconnaissance, voire de solidarité
- > Attachement / identification symbolique

Exemple de la **diaspora noire** : point d'ancrage l'Afrique, l'expérience de l'esclavage, les « Amériques noires » et migrants africains...

DIASPORAS « ÉLECTRONIQUES »

Dvpt d'internet a contribué à populariser et banaliser le terme de diaspora, avec des **communautés virtuelles** dont les territoires de référence sont variables : régionales, continentales (mais aussi absence de territoire de ref).

- > permet d'entretenir les liens et de créer des plateformes, des forums soulignant les **solidarités multiples** (souligne l'apport culturel, économique et politique des émigrés pour les États d'origine)

3 FIGURES DE L'HOMME DE LA DIASPORA - CHANTAL BORDES-BENAYOUN

Dans son article de 2012, Benayoun distingue **3 figures** marquant le passage de l'immigré à l'homme de la diaspora.

On passe progressivement de l'étude de mvmts unidirectionnels, puis bipolaires, à celle de mvmts transnationaux et multipolaires.

3 figures :

1. **L'immigré** est surdéterminé par son rôle éco, détaché de son inscription familiale
2. **Le minoritaire ethnique** correspond d'abord à une revendication des militants et des universitaires engagés (sédentarisation, refusant le modèle de l'assimilation)
3. **L'homme de la diaspora** : le migrant est placé dans l'espace mondialisé qui garde les liens avec les membres de sa famille et de sa communauté d'origine

PROBLÈMES AVEC LA NOTION DE DIASPORA

Le terme « **diaspora** » confond parfois **inscription locale** et **réseau international** (ex : diaspora chinoise à NY, terme plus approprié est « minorité »).

De plus, il met au premier plan la notion de « **communauté ethnique** » : efface la distinction entre les migrants et les enfants de ces migrants nés dans le pays d'immigration.

Les **diasporas** ont laissé des empreintes culturelles. Par ex, les minorités juives du Maroc, de Russie ou d'Ethiopie découvrent en Israël leurs différences.

TRANSNATIONALISME

Transnationalisme : « **construction sociale dans laquelle les migrants créent un lien (imaginaire ou réel) entre leur pays d'origine et leur société d'immigration** » - Schiller

- > Relations transfrontalières régulières entre des individus ou des collectifs de personnes
- > Enchaînement continu de liens et de pratiques transnationales mettant en action des réseaux et des acteurs internationaux

Les migrants mettent en place des relations sociales et économiques + des activités et des identités politiques. Ces éléments transcendent les frontières classiques et bénéficient de processus globaux dans un monde divisé en États-Nations.

LES TRANSMIGRANTS

Ce concept = une nouvelle figure du migrant.

Ils ont des **initiatives économiques entrepreneuriales collectives en marge des systèmes fiscaux et légaux établis** (éco souterraine) mais connectées internationalement avec des territoires circulatoires (Moyen Orient...).

Cela concerne des migrants issus :

- **De pays pauvres** (Balkans, Caucase, Proche et Moyen Orient, Maghreb, Amérique latine...)
- **De populations pauvres de pays riches**

=> effectuent des parcours de plusieurs milliers de km dans diverses nations avant de revenir chez eux

Poor-to-poor : colporteurs contemporains qui vendent aux populations pauvres (entre pauvres, pour les pauvres).

= Produits de contrebande d'usage licite (matériel électronique ...) ou de services (consultations médicales) ou encore d'usage illicite (drogues, prostitution)

= Marchandises d'ENT internationales légalement acquises dans des pays où ils sont commercialisés à bas prix (donc multinationales atteignent toutes populations)

PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Le transnationalisme déplace la question identitaire, notamment nationale, et les revendications politiques et sociales au-delà des appartenances territoriales habituelles fondées sur l'échelle des État-Nations.

Cette perspective de recherche nécessite le dépassement du nationalisme méthodologique (Wimmer et Glick Schiller, 2002) : article méthodologique qui se préoccupe des repositionnements pour appréhender différemment les mouvements de populations.

Précautions méthodologiques :

- Position du chercheur, son point de vue de départ
- Méthodologie ethnographique multi-située : même population appréhendée dans différents lieux
- Des points de comparaison sont nécessaires
- Profondeur historique est importante

EXEMPLES EMPIRIQUES

De plus en plus d'études mettent en œuvre le transnationalisme : étudier les liens qu'entretiennent les populations émigrées avec d'autres personnes de même origine au pays d'origine ou ailleurs.

Rosita Fibbi et Gianni D'Amato dans leur article de 2008 « *Transnationalisme des migrants en Europe* » : Les auteurs comparent plusieurs populations installées dans différents pays européens et distinguent entre les pratiques économiques, socioculturelles et politiques.

Résultats :

- **Pérennité** : la durée prolongée du séjour et la succession des générations contribuent à l'affaiblissement des liens transnationaux
- **Faible présence féminine dans les activités transnationales**
- **Décèlent la fausse opposition théorique entre transnationalisme et intégration**

LIMITES APPROCHE DIASPORA ET TRANSNATIONALISME

Toutes les populations immigrées ne sont pas dans un rapport transnational ou diasporique

- Sédentarisation, acculturation sont des processus forts
- Rapports entretenus avec le pays d'origine mais qui ne permettraient pas la réinstallation

—> Se méfier de l'essentialisation de notion comme « ethnie » mais aussi de termes comme « Etats » ou « nationalité » ou des concepts à la mode.

6- AU DELÀ DE L'INTÉGRATION , LA DIVERSITÉ DES SOCIÉTÉS D'IMMIGRATION ? CULTURE, ETHNICITÉ OU « RACE »

DIVERSITÉ

Ce terme = insiste sur **hétérogénéité**, il est descriptif. Parler de la diversité des sociétés de l'immigration fait croire qu'elle était homogène avant. **Toutes sociétés sont marquées par diversités culturelles et sociales**

—> toute nation a intégré des minorités, idéologie nationale cache hétérogénéité. La sociologie sert à révéler la diversité en dévoilant rapports de force et inégalités

Usage du terme « **diversité** » :

Inventé par les grandes ENT américaines dans contexte année **80's** (essor des politiques éco néolibérales, càd basées sur concurrence et aspect financier).

En FR (à peu près **20 ans plus tard**) : politiques de discrimination positive, prévoyaient quotas d'accès qui valorisaient les différences. Les universités et les ENT du CAC 40 s'en saisissent et s'engagent à valoriser diversité.

Travail pour analyser ce terme : « *Nom de code* » de **Sabbagh, 2009**

Notion de « **nom de code** » : permet de désigner populations susceptibles d'être victimes des discriminations = c'est un composant des études sur les discriminations

Terme de « diversité » commode qui euphémise réalités sociales liées aux assignations ethniques et « racialisées » (c'est dans le regard des autres que l'on devient autre).

DE L'ETHNIE À L' « ETHNICITÉ »

Ethnie ≠ ethnicité

Ethnicité est la traduction d'ethnicity qui (contrairement à l'ethnie) insiste sur **caractère construit**, càd qu'elle **prend sens et est produit dans le rapport social**.

Ethnicité valorise **origine commune, héritage culturel commun mais elle prend sens dans le rapport social concret**.

Pour **Weber**, le groupe ethnique émerge à partir de « *la croyance subjective en une communauté d'origine* ». Ex : les immigrés marocains deviennent d'origine marocaine en France, alors qu'au Maroc très diversifié (berbères, habitant des villes ≠ campagnes...).

Elle ne valorise pas un rapport politique à un État, mais un rapport culturel (langue, folklore, coutumes, attachements...) => peut être politique dans États qui discriminent minorités, dans ce cas, elle correspond à une vision nationaliste.

CULTURE - NATURE

L'ethnique est souvent naturalisé, biologisé : les traits physiques prennent le pas sur les habitudes culturelles, le culturel peut être réifié alors qu'il est en perpétuel mvmt

=> **la culture n'est pas la nature** ! Les caractéristiques culturelles ne sont pas innées, le processus historique, le dvpt socio-éco et le politique influencent les pratiques culturelles

RAPPORT ETHNICISÉ - RAPPORT POLITIQUE

Considérer ethnicité dans son rapport avec le politique :

- **Politique** : droits politiques et sociaux de tous les citoyens
- **Lois antidiscriminatoires** et les applications dans le cadre des valeurs citoyennes égalitaires
- **Législation sur le séjour des étrangers** et mesures d'intégration mises en place

Dans les Etats à politiques plus néolibérales (US, UK)

- Chacun s'occupe de sa situation sociale et médicale en fonction de ses moyens
- La place de l'Etat dans le jeu de redistribution est moindre

LE RETOUR DE LA « RACE »

On assiste dans contexte anglo-saxon au **retour de la notion de « race »**. En Europe continentale, en raison de l'extermination des minorités juives et rroms (tsiganes), au nom de leur prétendue « race », l'usage est devenu problématique. En revanche, dans le contexte anglo-saxon, elle recouvre un sens très phénotypique, très descriptive, comme on dirait en français 'un blanc', 'un noir'...

=> le racisme continue néanmoins d'exister, voir il semble ressurgir avec + de force. Cela signifie que des personnes sont racialisées, traitées de manière inférieure en raison de leurs traits physiques

Au fur et à mesure que l'égalité des droits, soutenues par les lois anti-discriminatoires avance, les minorités deviennent plus actives. Des dispositifs se mettent en place pour les soutenir et la parole se libère

L'ETHNIQUE ET LE RACIAL OU COMMENT CATÉGORISER LES GROUPES HUMAINS ?

Historiquement, le terme « race » classifiait les humains en général, et le terme « ethnique » présentait des liens avec la nation ou le peuple. Cette représentation survit aujourd'hui.

Ce sont des principes de population au sein d'une société ou d'un État-Nation. Ce sont des construits sociaux, ils sont fluides et mouvants.

La population majoritaire se permet de qualifier les « autres » et contribue à une racialisation de certaines personnes.

=> Les « races » n'existent pas, l'humanité est une même espèce, mais il existe bien des groupes humains racisés ou racialisés.

Trois phénomènes sont identifiés comme producteurs de catégorisations ethno-raciales : l'esclavage, la colonisation et la migration.

EUROPE - ROYAUME UNI - EUROPE CONTINENTALE

Aux USA s'est maintenue la catégorie raciale, transposée de la période esclavagiste à la période des mesures anti-discrimination après le **mouvement des Civil Rights**.

Au Royaume Uni, l'idée du Commonwealth a fait perdurer une logique ethno-raciale. Les ressortissant du New Commonwealth sont des gens de « couleur » (asiens, caribéens).

En Europe Continentale, en raison des génocides en raison des appartenances pré (MANQUE TRUCS)

PROCESSUS DE RACISATION / RACIALISATION

Processus sociaux d'altérisation et d'infériorisation (nous et eux). Rapport social de domination-subordination (appuyé sur l'héritage, l'origine, l'hérité).

Les humains racisés/racialisés résistent à ces processus où s'y adaptent, mais en sont victimes quelque soit leur situation ou leur statut social.

« DES PRÉTENTIONS PRIMORDIALISTES », CORNELL ET HARTMANN

Selon Cornell et Hartmann (2004), on peut distinguer quatre axes analytiques qui séparent l'ethnique et le racial dans les écrits :

1. **La nature des prétendues différences primordialistes**
 - La race renvoie au biologique
 - L'ethnique renvoie à l'ascendance, l'origine ou la culture
2. **Le groupe qui prétend**
 - Les différences raciales sont prétendues par les membres extérieurs du groupe, les différences ethniques sont revendiquées par les membres du groupe
 - Assignation versus identification
3. **Les implications morales de ces prétentions**
 - La catégorisation raciale est associée à une hiérarchisation morale, alors que l'ethnique l'est moins (qqch valorisé et qqch qui l'est moins)
 - Telle que l'histoire du racisme le montre
4. **La dimension politique et le rôle du pouvoir**
 - les catégories raciales émanent de rapports de domination
 - Penser en groupes ethniques implique moins souvent des relations de pouvoir

Les deux notions sont tjrs interconnectées : caractéristiques phénotypiques sont des principes de catégorisation assignées mais les caractéristiques religieuses peuvent également l'être.

Une catégorisation assignée peut donner lieu à un sens collectif de l'identité, qui ensuite est revendiquée (port du foulard, Black is Beautiful)

FAIRE DES STATS À PARTIR DE CRITÈRES ETHNO-RACIAUX

Beaucoup de pays du monde collectent des données ethno-raciales par recensement (87 sur 138 pays de l'ONU).

=> sur mode de l'**auto-identification** ou par **affiliation à des groupes ethniques**

Les USA collectent ce type de données depuis 1790 :

—> pour le calcul du nb de grands électeurs par Etat, un esclave noir comptait pour 60% d'individu, les améro-indiens n'étaient pas comptabilisés. Depuis, c'est une lutte politique et scientifique pour modifier ces catégories.

Enquêtes « ethniques » en France : pas autorisé de faire de grandes enquêtes sur ces critères (pas de questions sur couleur de peau). La question s'est posée avec l'élaboration de l'enquête Trajectoires et Origines (INED/INSEE en 2007), elle a été évitée avec la question du pays de naissance

Choix déontologiques : les analyses méthodo s'accordent que :

- Il n'existe pas de bonne mesure de l'ethno racial
- Des inconsistances dans les résultats sont courantes

Avenir de l'analyse des migrations :

- Le migrant est facilement identifiable par rapport à un pays d'origine (même si il n'y va pas régulièrement)
- Mais : phénomènes de diversité des pops dans les sociétés d'immigration sont ajrd plus complexes et ne peuvent plus se contenter de schémas simples

Table 1

U.S. Population by Major Racial Groups and Hispanic Origin, 1950 to 2000

Year	Total population	Percent of total population							
		All races ^a	White	Black	American Indian ^b	Asian & Pacific Islander ^c	SOR ^d	Multiple race ^e	Hispanic ^f
1950	150,697,361	100	90	10	2	2	2	—	3
1960	179,323,175	100	89	11	2	1	2	—	4
1970	203,211,926	100	88	11	2	1	2	—	5
1980	226,545,805	100	83	12	1	2	3	—	6
1990	248,709,873	100	80	12	1	3	4	—	9
2000	281,423,426	100	75	12	1	4	6	2	13

Document officiel
diffusé par le
Census US, 2000

7- PARCOURS RÉSIDENTIELS ET SÉGRÉGATION URBAINE EN FRANCE

L'HABITAT DES POPS IMMIGRÉES

Historiquement : **crise de logement après la deuxième guerre mondiale**, avec vagues migratoires années **60's** (exode rural, rapatriement français Algérie, immigration main d'oeuvre).

=> dvpt « habitats de fortune » (75milles personnes habitent dans un bidonville selon une enquête de **66**)

Ex : bidonville des Algériens à Nanterre, Portugais à Champigny

Relogement en « **cité de transit** » (faible coût, faible confort) ou en **HLM**. Les pops des bidonvilles étaient 'triées' selon leur possibilités d'intégration et selon des considérations ethniques (ex : familles portugaises obtenaient + facilement HLM que familles algériennes).

—> **Logique gestionnaire prend le pas sur l'accompagnement socio-éducatif** : les cités de transits étaient bien souvent très isolées et contribuaient à la stigmatisation des pops qui y habitaient

=> Cette situation provisoire a perduré jusqu'au milieu années **80's**

POLITIQUE DES GRANDS ENSEMBLES

Politique des grands ensembles : construction dans les années **1960/1970's** (salles de bains, chauffage, idée d'habitat moderne avec galeries marchandes...). S'y retrouvent par les différents mécanismes d'attribution des logements des familles en situation sociale précaire ou stabilisées en bas de l'échelle sociale, mais aussi des classes moyennes.

Au départ, les pops qui y résident sont très diversifiées (fr et immigrées). On y retrouve situation précaire, en bas de l'échelle sociale mais aussi classes moyennes.

Ensuite, parcours des résidents se distinguent entre capacité de partir vivre ailleurs (projet de mobilité sociale), ou impossibilité financière de partir.

=> Certaines pops deviennent donc '**captive**' » du logement social, la **ségrégation** est renforcée. Certains immigrés ont été captifs du logement social (chômage, invalidité, séparations familiales, mais aussi projets au pays d'origine). Au fur et à mesure que certains quartiers de dégradent socialement, ceux qui peuvent partir s'en vont

POLITIQUE DE LA VILLE ET MIXITÉ SOCIALE

La politique de la ville n'est pas une politique globale mais ciblée sur certaines zones d'habitation : les quartiers prioritaires. En **2014**, périmètres des quartiers prioritaires sont redéfinis. La notion de « mixité sociale » s'est popularisée depuis la loi d'orientation pour la Ville (**1991**). C'est une politique volontaire pour freiner la ségrégation urbaine. Elle est mot d'ordre aujourd'hui et vise une cohabitation de populations d'origine sociale diverses.

Le terme « mixité sociale » cache souvent une autre réalité, celle d'une mixité ethnoculturelle dont on ne veut pas dire le nom (ex : quartiers d'intégration Belleville, Goutte d'Or.....).

Les quartiers pops sont ajrd des quartiers où la diversité ethnoculturelle de la pop est élevée : difficulté à reconnaître et à parler ouvertement de ces phénomènes par soucis de non-discrimination.

QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE DE PARIS

La ville de Paris, bien que riche, comporte des quartiers où indicateurs de pauvreté sont élevés :

- Allocataires RSA, familles monoparentales, échec scolaire, chômage, revenu moyen par ménage, certains soucis de santé publique
- Bâti ancien, quelquefois insalubre, mais beaucoup d'efforts sur le bâti ont été fait
- Concentration de logements publics (immeubles, tours et barres), exemples, 13^e, 14^e et 19^e
- Problèmes spécifiques dans l'espace public : trafic de drogue, prostitution, propreté, bandes de jeunes

SOCIAL OU ETHNOCULTUREL ?

Le terme mixité sociale cache souvent une autre réalité, celle d'une mixité ethnoculturelle dont on ne veut pas dire le nom (quartiers d'intégration (Goutte d'Or, Belleville, le quartier Masséna). **Les habitants d'origine immigrée représentent plus de 40% de la population.**

Les quartiers populaires sont aujourd'hui des quartiers où la diversité ethnoculturelle de la population est élevée : difficulté à reconnaître et à parler ouvertement de ces phénomènes (par souci de non-discrimination ou tradition républicaine)

EN HAUT DE L'ÉCHELLE SOCIALE : « SÉPARATISME DES RICHES »

Dans son livre « *Le ghetto français* », **Eric Maurin**, économiste, critique le processus de ségrégation par le haut. Il prône la **prise en compte des mécanismes de toutes les couches sociales**. Il propose de s'éloigner d'une politique basée sur la gestion des territoires pour davantage prendre en compte les choix des individus. **Pour lui, la mixité sociale ne devrait pas être uniquement l'affaire des quartiers populaires**

EN BAS DE L'ÉCHELLE SOCIALE : « PROCESSUS DE GHETTOISATION »

Des espaces géographiquement à l'écart : **environnement** (loin des centres, voies de chemins de fer, autoroutes etc.) et **mal desservis en moyens de transport**.

La paupérisation économique renforce la ségrégation ('White flight' = la fuite des blancs, une économie parallèle se développe).

La stigmatisation, à son tour, renforce l'enfermement de la population de ces quartiers (ils se vivent comme différents et comme discriminés, forte conscience de leur mise à l'écart notamment chez les jeunes nés en France).

Progressivement l'enfermement est intériorisé et marque les manières de pensée et d'agir. La violence structurelle se reflète dans la violence des rapports sociaux : notamment parmi les jeunes entre hommes et femmes

SÉGRÉGATION SCOLAIRE

Les effets de la ségrégation urbaine sont renforcés à l'école, notamment au collège et au lycée :

- Contournement de la carte scolaire par les classes moyennes
- Options, langues ou école privée

Stratégies résidentielles au service des stratégies scolaires

Les zones d'éducation prioritaire : les écoles classées en ZEP disposent de moyens supplémentaires (le simple fait de les classer en ZEP renforce la stigmatisation)

Dans les écoles publiques dans des quartiers prioritaires l'effet de la ségrégation est renforcé

PERCEPTION SOCIALE ET POLITIQUE DE L'IMMIGRATION

Dans les quartiers ségrégués se concentrent des comportements de plus en plus aux antipodes de la société dite « majoritaire »

La ségrégation comme processus transforme le regard sur les populations immigrées en général

Progressivement la perception sociale et politique de l'immigration se construit à partir de ces populations vivant dans les quartiers prioritaires. Beaucoup d'immigrés et leurs enfants n'y vivent pas. Des proportions importantes d'immigrés occupent des emplois et mènent des vies « ordinaires » loin des cités et ses effets divers et variés

SPÉCIFICITÉ FRANÇAISE DE LA SÉGRÉGATION URBAINE ?

USA : processus similaires, ghettos dans les inner cities, classes moyennes à la périphérie

UK : pops logées dans les « public housing areas » sont fortement paupérisées, public housing uniquement pour les pauvres

ALL : meilleure répartition au sein du pays

8- DIVERSITÉ RELIGIEUSE ET VALEURS LAÏQUES

- Méthodologie dissert : réapproprier la question posée, énoncer le plan en intro (argumentatif, rassembler les arguments pour étayer la réponse (pas forcément oui/non)), arguments peuvent multiples, deux ou trois parties (ou plus), arguments doivent se rapporter aux cours et aux connaissances et inclure une discussion critique de ce qu'on avance, et une conclusion avec une ouverture. Pas de « je pense que... »

SÉCULARISATION

'Laïcité' souvent confondu avec le terme de **sécularisation**. Depuis le **Moyen-Âge**, éloignement des sociétés occidentales de l'ordre religieux. Ces révolutions ont contribué à la **sécularisation** **puisque l'ordre religieux devient extérieur à l'ordre politique**.

—> Ds démocraties, ordre politique est autonome par rapport à l'ordre religieux (pas le cas par ex au Maroc ou à Monaco)

En FR s'instaure progressivement une séparation entre :

- **Domaine politique** (la sphère publique est régie par la laïcité)
- **Domaine religieux** (appartient à chacun si il veut croire ou pas croire, de l'ordre de la vie privée)

LAÏCITÉ

Laïcité : principe politique permettant le respect de la conscience religieuse et de la coexistence de toutes les religions par un principe de neutralité de l'État. Cette laïcité entérine la séparation de l'Église et de l'État.

—> **À la fois principe de neutralité et de tolérance** = nécessairement interférences

La tradition française n'existe pas avec cette même force dans les autres pays d'Europe. En All les Églises sont des acteurs de la vie publique (oeuvres sociales et caritatives). Au Pays-Bas les différentes religions font partie des piliers de l'État. Les Pays-Bas proposent une conception politique où ils donnent le plus de place à l'Islam. L'État n'est pas religieux mais une place a été donnée aux religions dans le projet politique.

Différentes compréhensions de la laïcité coexistent. Sur la base du principe politique de la laïcité, plusieurs positions existent :

- **Une vision résolument neutre** (individus pas d'accord que quelconque aspects religieux soit présent dans l'espace public)
- **Une vision faisant la confusion entre laïcité et culture majoritaire française**
- **Une position anticléricale** (position militante contre toutes les religions)
- **Une volonté de créer des ponts entre les religions** (associations de dialogue interreligieux)

La laïcité est une question d'équilibre entre les deux principes fondamentaux liberté et égalité.

IMMIGRATION ET RELIGION

Le catholicisme des immigrés italiens et aussi polonais (entre deux guerres) a suscité des réactions d'hostilité (comme l'Islam à l'heure actuelle). Cette réticence est suscitée par le fait qu'on ne connaissait pas leur façon de pratiquer.

La migration en FR de communautés juives d'Afrique du Nord a également contribué à transformer le judaïsme français (Ashkénazes et Sépharades). Ajrd, nous sommes en Fr face à de nouvelles croyances et de nouvelles pratiques mais aussi de nouvelles conversions.

INTERACTIONS SOCIÉTÉ MAJORITAIRE - GROUPE MINORITAIRES

L'immigration a contribué à modifier l'équilibre entre les religions de la société française. La légitimité de la religion majoritaire chrétienne historique est interrogée par des pratiques nouvelles.

À partir de cela, on peut se demander comment la religiosité des immigrés évolue-t-elle dans leur nouveau cadre de vie. **Elle est susceptible d'évoluer dans les deux sens : moins soutenue ou plus fervente.**

PAYSAGE RELIGIEUX FRANÇAIS

Le paysage religieux français est donc devenu plus compliqué. Il y a une poursuite du mouvement de sécularisation. **Il y a également une émergence de l'Islam comme religion minoritaire (2ème religion de FR), à côté du protestantisme, du judaïsme et du bouddhisme.**

Agnostiques : considèrent que l'existence de Dieu ou des dieux est inconnaissable

—> parmi la population française des 18-50 ans, près de 45% se déclarent agnostiques ou athées

APPARTENANCE, CROYANCE ET PRATIQUE RELIGIEUSE

Quand au sens que les personnes donnent à leur appartenance religieuse, il est **important de distinguer entre la dimension identitaire ou une pratique religieuse réelle.**

La religion contribue à créer un sentiment communautaire (communauté des croyants).

Les pratiques, normes, rites donnent sens à la vie et au monde. Mais la logique communautaire crée aussi une clôture entre les membres du groupe et le reste de la société.

—> Les groupes religieux sont plus ou moins ouverts à la société environnante. Les rites y contribuent (obligations et interdits). Le raisonnement comparatif hiérarchise, applique une échelle de valeurs.

L'ISLAM EN FRANCE

Pratique religieuse mais aussi : problématique historique liée à la colonisation, préoccupation géopolitique mondiale (depuis le 9/11 et les agissements d'Al-Qaïda, mais aussi Daesh et les attentats en France).

L'Islam des pères et des mères (immigrés arrivés dans les premières vagues d'immigrations dans les années 60's, nombreux d'entre eux ne sont pas retournés dans le pays d'origine) passe d'une pratique cachée à une affirmation plus soutenue dans les années 80-90. Avec l'âge de retraite des immigrés, les pratiques sont devenues plus visibles. C'est un islam traditionnel, orienté vers la prière et le voyage à la Mecque.

Leurs enfants (jeunes générations nées en France) ont une autre façon de concevoir et de pratiquer l'Islam, une affirmation identitaire mais aussi une réaction à la discrimination subie.

Parmi les immigrés et descendants d'immigrés, les catholiques accordent beaucoup plus d'importance à la religion que les musulmans ou encore les juifs.

	Au moins une fois par semaine	Une ou deux fois par semaine	Pour les fêtes religieuses	Seulement pour des cérémonies familiales	Jamais	Total
Descendants d'immigrés de religion musulmane	11	6	25	29	29	100
Population française sans ascendance migratoire	3	5	17	68	7	100

ÉTUDES QUI METTENT LA RELIGION AU CENTRE DE LA RÉFLEXION

1. Étude « **Banlieues de la République** » de 2011 : équipe autour de Gilles Kepel (politologue) pour l'institut Montaigne sur la cohésion d'une banlieue déshéritée, Clichy sous Bois et Montfermeil en Seine-Saint-Denis.

L'aspect religieux n'était pas central dans l'étude, il est néanmoins apparu comme **l'élément identitaire structurant les rapports sociaux** beaucoup plus généralement. La marginalisation de ce territoire et la précarité économique de nombreux habitants a redonné un **pouvoir structurant au critère religieux**.

—> Préoccupations au sujet du 'halal' : agir conformément aux prescriptions religieuses musulmanes (consommation, abattement, vie sociale conforme à ces règles de conduite. Vision de la vie en termes de 'pur' et 'impur' (halal vs Haram)

> **Cet ordre social a une force symbolique**, si on est étranger : on ne comprend pas. Cette symbolique se retrouve aussi chez les juifs ou autres

Les préoccupations sont liées à la chair, au corps. La nourriture mais aussi le corps des femmes sont concernés. Elles sont particulièrement surveillées car elles sont les garantes de l'honneur familial, de la transmission généalogique.

Une notion de mariage halal est apparue dans les enquêtes. Ce terme ne fait pas sens dans un pays musulman mais est apparu dans un contexte français. Certains individus cherchaient à faire un mariage religieux selon les règles de l'Islam dans l'enquête. Cette manière de faire et de nommer la pratique était une distinction par rapport aux autres couples (en terme d'identité culturelle), pour **se distinguer des français mais aussi de ceux qui font comme les français**.

2. Étude « **Un islam français est possible** » de 2016 : rapport pour l'Institut Montaigne par Hakim El Karoui, enquête, analyses fines et préconisations

Elle a été menée auprès de 15 000 personnes dont environ 1000 personnes se déclarant 'musulman'.

Les résultats montrant que les musulmans sont surreprésentés parmi les personnes des PCS employés, ouvriers et inactifs. Les musulmans sous-représentés parmi les professions intermédiaires, cadres et professions intellectuelles.

Selon les résultats de cette enquête, Hakim El Karoui donne des idéaux-types des musulmans en pourcentages :

- **Musulmans sécularisés** (46%) : système de valeurs de la France contemporaine, mais pratique religieuse plus régulière que la moyenne.
- **Musulmans pieux** (26%) : revendiquant leur appartenance, sans pour autant que le religieux passe devant les lois de la République
- **Musulmans qui ont développé un système de valeurs opposés à la République** (28%) : groupe jeune, peu inséré professionnellement, vivant dans les quartiers populaires périphériques. Ils font un usage de l'Islam pour signifier leur révolte

ACTIVISME RELIGIEUX

Dans toutes les religions existe un activisme politique ou des interprétations orthodoxes. Dans l'Islam en France, et malgré les attentats et les départs en Syrie, il reste minoritaire. Ces courants minoritaires sont issus de deux tendances : **traditionnalisme** ou **projet politique hostile à l'Occident**.

- **Le Wahhabisme / le Salafisme** : vision théologique d'orientation traditionnelle (vivre comme au temps de Mouhamed), promue par l'Arabie Saoudite- prosélyte et très pieux
- **Les Frères musulmans** : militantisme politique qui passe par l'éducation et l'action associative. Les adeptes sont insérés dans la société moderne, mais refusent la séparation du politique et du religieux. La religion devient un outil politique.

Ces deux mouvements sont considérés par les politiques comme responsables des islamistes qui commettent des attentats

LES SOCIÉTÉS COSMOPOLITES SONT DES SOCIÉTÉS PLURIELLES

Toutes les sociétés sont ajrd marquées par une pluralité religieuse mais traversées par des rapports de force qui sont susceptibles de créer des discriminations. Entre religion majoritaire et minoritaire, mais aussi entre religions minoritaires.

La laïcité ne fait pas disparaître le fait religieux (et on admet que ce n'est pas son but). En tant que sociologue, on sait que certains individus ont besoin de croire et suivre des rites.

—> on peut se demander si les sociétés démocratiques ne devraient pas instaurer la tolérance religieuse

—> donner la priorité ou l'exclusivité à une religion crée des conflits et des inégalités institutionnelles. Une religion à la tête de l'Etat crée un **cadre normatif fort**.

9 - LES ÉTUDES SUR LES MUSULMANS EN FRANCE - DÉTECTER L'ISLAMISME OU DÉVOILER LES DISCRIMINATIONS

Depuis le **début des années 2010**, il y a un intérêt croissant pour les minorités musulmanes installées en France. Il ne s'agit pas seulement de connaître leur intégration, mais on s'intéresse spécifiquement à leurs spécificités religieuses.

Les sociologues de l'immigration ou de l'interethnique se sont peu intéressés au fait religieux. Les études sur l'Islam n'apparaissent que **depuis 2010**.

Deux types d'études apparaissent :

- Les études sur la religiosité et l'islamisme
- Les études sur les discriminations à l'égard des musulmans

COMPRENDRE ET ALERTER CONTRE L'ISLAMISME

Les travaux de **Gilles Kepel** (déjà cité). Il est spécialiste du monde arabe, et poursuit son analyse des mvmts politiques musulmans dans le monde et la diffusion de leurs idées dans la société française. Il contribue largement à la compréhension de phénomène islamiste, mais continue à prôner l'intégration des musulmans en France. Avec les évènements récents, il rejoint ceux qui considèrent que la lutte contre l'islamisme n'est pas suffisante.

Il y a une autre tendance des travaux qui alertent sur l'islamisme radical (suite cours d'avant) :

3. Étude « **La tentation radicale** », réalisée par une équipe au GEMASS. Elle a donné lieu à un livre, « *La tentation radicale. Enquête auprès des lycées* » publié en **2018** avec **Olivier Galland** et **Anne Muxel** comme directeurs, et différents auteurs pour différents chapitres.

C'est une large enquête auprès de 7000 lycéens, scolarisés en classe de seconde, venant de différents lycées de quatre académies différentes. C'est une approche quantitative, l'accent y est mis sur le cas des lycéens de confession ou de culture musulmane.

L' '**absolutisme religieux**', distinct du '**fondamentalisme**' est l'étalon de mesure de la '**radicalité religieuse**', au coeur du chap 2 écrit par **Galland**. Cet « **absolutisme religieux** » serait caractérisé par un « *anti-relativisme radical et une domination des croyances religieuses sur les croyances séculières et la rationalité scientifique* ».

Les lycéens musulmans seraient plus 'radicaux' que les autres jeunes croyants.

L'accent est mis sur les facteurs prédictifs d'absolutisme religieux, qui apparaissent principalement liés à la religion et non à des facteurs extra-religieux.

—> les jeunes garçons seraient plus tolérant à la violence que les jeunes filles

Le chapitre 5, intitulé « *Frustration, discrimination et radicalité* » adopte une toute autre approche. **Laurent Lardeux**, sociologue, chargé d'études et de recherche à l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) questionne dans ce chapitre la violence sourde du monde social.

Il y voit un facteur qui peut déclencher la radicalité (au sens large) des jeunes lycéens.

Il montre par ailleurs que quel que soit l'établissement scolaire, les jeunes sont ambitieux, souhaitant largement poursuivre leurs études après le bac et pensant que leur situation future sera meilleure que celle de leurs parents. Mais dans le même temps, ces lycéens estiment être victimes d'injustices, à raison de leurs origines, notamment en matière d'orientation scolaire ou dans leurs relations avec la police.

L'auteur a alors recours à un autre concept de radicalité ou de révolte « **protopolitique** », défini par **Gérard Mauger**, pour décrire le **paradoxe d'une position critique de l'ordre des choses sans perspective de transformation politique ou sociale.**

Le livre a reçu un accueil relativement critique dans les médias, il soulève probablement des vraies questions, mais il n'est pas certains qu'il apporte les bonnes analyses.

La sociologue, **Anne-Sophie Lamine**, spécialiste des questions religieuses, rédige un compte rendu très critique dans la revue « *Les Archives des sciences sociales des religions*, 2018 »

Le livre révèle selon elle, « trois impensés sociologiques sur le fait religieux, qui limitent, en dépit des solides moyens scientifiques (méthodes quantitatives et taille de l'échantillon), les conclusions que l'on peut tirer d'une telle enquête » (article disponible sur moodle).

UNE DISCRIMINATION SPÉCIFIQUE À L'ÉGARD DES MUSULMANS

Les études sur l'« islamophobie » : Les appartenances religieuses sont aujourd'hui racialisées et appuyées sur des stéréotypes, des attitudes de rejets qui peuvent mener à des discriminations spécifiques.

=> En France, le débat tourne beaucoup sur la légitimité de ce concept et empêche d'étudier si réellement des discriminations visent les populations musulmanes sur la base de leur appartenance religieuse.

LUTTE CONTRE L'ISLAMISME ET LAÏCITÉ

Les controverses politiques récentes (débat au mois d'octobre suite à l'assassinat de **Samuel Paty**) cherchent dénoncer une attitude trop laxiste à l'égard de l'islam en France alors qu'il faudrait plus efficacement lutter contre l'islamisme.

—> Le débat se fait sur fond de lien avec la laïcité et les valeurs de la République

La laïcité, concept ouvert, garantissant à la fois la liberté de croyance, la tolérance à l'égard de toutes les religions et la neutralité de l'État est interprétée de manière plus ou moins ouverte, plus ou moins tolérante selon les orientations politiques et idéologiques des différentes prises de position. Elle ne pourra néanmoins pas résoudre les conflits géopolitiques mondiaux plus larges, ou venir à bout du terrorisme islamiste international. Elle est par contre un outil pour prôner des valeurs de tolérance et lutter contre les discriminations.

10- OPTIONS CONJUGALES DES MIGRANTS ET MIXITÉ CONJUGALE

RÉALITÉS FAMILIALES DES MIGRANTS

Les migrants viennent seuls ou en famille. S'ils sont seuls, il se peut qu'ils aient un conjoint au pays d'origine ou qu'ils se marient au pays d'origine.

L'enquête TEO (trajectoire et origines) : en **2008** parmi les immigrés femmes et hommes 37% vivent avec des femmes et hommes non immigrés (couples mixtes).

Disparités forte entre femmes et hommes : les femmes immigrées seules forment plus souvent des couples mixtes que les hommes, notamment pour certaines nationalités (femmes asiatiques et portugaises)

Les femmes algériennes immigrées seules forment nettement moins souvent des couples mixtes que les hommes algériens

La probabilité des immigrés arrivés célibataires en France de se mettre en couple mixte est plus grande pour les hommes, pour les niveaux d'études baccalauréat et supérieurs au bac et pour ceux qui ont une bonne maîtrise du français.

Les descendants d'immigrés se mettent dans les proportions plus importantes en couple mixte que les immigrés célibataires (disparités fortes selon les origines nationales)

—> Les descendants d'immigrés du Maghreb, Turquie et Afrique sahélienne forment moins souvent des couples mixtes que les DI du Portugal ou des pays asiatiques

LES COUPLES MIXTES ENTRE CONTRAINTES JURIDIQUES, INTÉGRATION ET PROJET CONJUGAL

La « **mixité conjugale** » est un sujet souvent traité à part, cependant elle prend sens à partir des logiques conjugales des immigrés et de leurs descendants.

Un couple mixte : il est courant de qualifier ainsi des couples dont les deux conjoint sont de nationalité, de culture, de religion, de langue, de « race » différentes.

Mais est-ce suffisant ? Dans la réalité, l'un est souvent de la culture majoritaire ou autochtones et l'autre est minoritaire ou étranger = rapport asymétrique. **Les deux conjoints ne sont pas égaux face à la loi et face à la société.**

Des critères prétendument objectivables :

- dans les sociétés démocratiques, seule la nationalité est source d'une distinction juridique nette
- Les autres critères dépendant des représentations socialement établies (de ce qui est considéré normal)
- Les appartenances ethniques ou 'racialisées' socialement construits comme différentes

UN SIÈCLE D'ÉTUDES SUR LES COUPLES MIXTES

Premières études aux USA dans les années 1920. La première théorisation est réalisée par Robert K. Merton en 1942 :

	In-group	Out-groupe
conforme	endogamy	exogamy
Non-conforme	inceste	cacogamy

-In groupe / out-groupe

-Croisement avec conforme ou non conforme à la norme

Cette première théorisation montre que dès 1942 on a imaginé la mixité conjugale autrement que sur le mode de la différence mais beaucoup plus en rapport avec l'ordre social

En France, les premières études sur les couples mixtes ont été faites en Algérie dans les années 1950 (des études sur les couples juifs-non-juifs).

Ajrd, c'est un sujet d'études dans tous les pays européens et même mondialement, avec différentes thématiques :

- « **Marriage migration** »
- « **Transnational marriages** » (aussi des mariages de gens issus de la même communauté d'origine, ex : immigré qui fait venir sa femme choisie au pays en France)
- « **Intermarriage** » : beaucoup plus des études qui continuent la tradition de l'assimilation des immigrés dans les pops nationales à l'aide du mariage
- « **Mixité conjugales** » : on le trouve de + en + dans les études

LE COUPLE MIXTE : TRANSGRESSION CONJUGALE ET SOCIALE ? (TRAVAUX DE LA PROF)

Les couples qualifiés de mixtes sont ceux qui transgressent des normes sociales de la vie privée : leur relation est perçue comme n'allant pas de soi.

Ils rencontrent des oppositions plus ou moins fortes :

- **en interne** : les familles respectives pour la transmission des valeurs culturelles et religieuses, attitudes caristes
- **en externe** : au travail, face aux administrations, dans la vie de tous les jours, discrimination et racisme

Les préjugés s'appuient sur le fait que le couple mixte est perçu comme ne résistant pas au temps. Ils s'appuient aussi sur le fait que leurs enfants (surtout si ils seront métis) auront une vie plus difficile. Ces couples doivent aussi faire face à leurs propres préjugés.

NORMES CONJUGALES ET SOCIALES

Ces normes préconisent qu'il faut se marier à l'intérieur d'un même groupe ethno-culturel = endogamie. Notamment les couples/mariages interreligieux sont perçus comme exogames. La norme hétérosexuelle est également très forte.

Mais ces normes posent aussi un impératif d'appartenance sociale = **homogamie**. Il n'est pas bien vu de se marier en dehors de son milieu social, en dessous de son rang : la **mésalliance**. On considère que les personnes de même milieu ont de meilleures chances de créer des affinités, de permettre au couple de s'inscrire dans la durée.

ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES ?

Ces normes ne se posent pas dans les mêmes termes pour les hommes et les femmes. **Les hommes disposent de plus de liberté que les femmes**, caractéristiques des sociétés **patriarcales** (patronyme). Les femmes sont globalement moins libres dans leurs choix conjugaux (on craint qu'elles se marient en dessous de leur rang, qu'elles s'éloignent du groupe d'origine). Les normes culturelles pèsent plus lourdement sur les femmes et ce quel que soit le groupe considéré.

Toutefois, ces normes sont en permanente évolution/redéfinition. Mais les choix amoureux des couples se posent nécessairement par rapport au contexte social. Les couples mixtes sont socialement plus exposés à la critique que les autres couples.

L'INTERNATIONALISATION DES RAPPORTS SOCIAUX

La mondialisation des échanges de marchandise et de services produit de la mobilité chez les hommes et les femmes (migrations, séjours pour études, échanges commerciaux, internet). Progressivement une tolérance plus grande à l'égard des cultures du monde s'est installée. La connaissance des autres cultures est meilleure. Mais toutes les cultures ne sont pas égales. Des préjugés perdurent, notamment à l'égard des personnes originaires de pays plus pauvres ou moins occidentalisés.

...MAIS AUSSI LIGNES DE FRACTURES

Des liens historiques entre certains pays créent des échanges mais en empêchent aussi d'autres

- > Pour l'Espagne : avec les conjoint étrangers de l'Amérique latine, même référence à la culture hispanique, mais si le conjoint est noir ? Avec les pays du Maghreb en revanche catholicisme vs. Islam.
- > Pour la France : relations avec le Maghreb et l'Afrique noire sont ambiguës...à la fois francophone mais différent

Des liens faibles entre certains pays protègent les couples contre les préjugés : il est plus facile d'être un couple franco-ousbek qu'un couple franco-algérien. Les conflits internationaux ont des répercussions sur la perception des couples mixtes. Il est plus difficile d'être un couple franco-irakien que franco-indonésien

LE STATUT JURIDIQUE, UN CRITÈRE DE MIXITÉ SPÉCIFIQUE

La distinction juridique entre nationaux de pays de l'Union européenne et étrangers hors UE :

- **Les nationaux**
- **Les ressortissant pays de l'UE**
- **Les étrangers hors UE**

La législation tiens compte de ces trois catégories. Les Européens bénéficient de la libre circulation. L'établissement d'une vie conjugale est très règlementé dès qu'il s'agit d'un conjoint extra-communautaire. **Seul le mariage donne droit à une stabilisation du séjour.**

L'entrée sur le territoire, le séjour et la participation au marché de l'emploi d'un conjoint étranger sont règlementés par la législation sur l'immigration.

Alors que la législation française a été longtemps favorable aux conjoints étrangers de nationaux, elle s'est ajrd considérablement durcie.

Les préoccupations liées à la maîtrise de l'immigration ont pris le pas sur la protection de la vie de couple et de la famille.

SUSPICION CROISSANTE

La politique d'immigration suspecte les couples de se servir du mariage pour permettre aux étrangers de s'établir dans le pays. **Mariage 'blanc'** : établi pour obtenir autre chose qu'une vie familiale), **mariage 'gris'** : tricherie amoureuse (faire croire à l'autre qu'il l'aime pr obtenir un titre de séjour).

Ingérence dans la vie privée :

- **Dispositif de contrôle renforcé**
- **Vérification du projet de mariage**
- **Accès progressif à un statut de séjour stable**

Cette représentation jette du discrédit sur l'ensemble des couples, mais sur certaines nationalités étrangères en particulier.

COUPLES MIXTES ENDOGAMES VERSUS COUPLES MIXTES INTERCULTURELS

La distinction juridique crée aussi des couples mixtes entre Français et immigrés de même origine ethnoculturelle.

En France, environ deux tiers des couples franco-étrangers sont formés avec :

- Des Français, descendants d'immigrés, qui se mettent en couple avec des personnes ayant grandi au pays d'origine de leurs parents
- Des Français, naturalisés, qui se mettent en couple avec des conjoints de leurs pays d'origine

Les couples mixtes interculturels réunissent deux personnes de culture différente et de statut juridique différent.

MARCHÉ MATRIMONIAL INTERNATIONAL

Certains couples se rencontrent de manière fortuite au gré de leurs voyages et séjours à l'étranger.

D'autres ont une **stratégie conjugale** à l'international. Plusieurs raisons : parce qu'ils ont l'impression qu'ils ne se trouvent pas de conjoint dans leur pays, pour des raisons culturelles et religieuses ou pour réaliser leur souhait d'une vie meilleure.

Il y a différentes stratégies différentes selon le sexe :

- Les femmes cherchent à émigrer par le biais de la constitution d'une vie de couple
- Les hommes émigrent seuls, mais parviennent à rester en formant des couples dans les pays d'immigration

LE MARIAGE INCONTOURNABLE

Alors que le couple souhaite pouvoir vivre ensemble, il est contraint de se marier pour rendre le projet possible. La fraude est minoritaire et difficilement détectable. Chaque mariage est un mariage, pour le dissoudre il faut divorcer.

La logique juridique a renversé la perception des choses car le couple est presque obligé de se marier pour pouvoir vivre ensemble et ensuite (si divorce) ils peuvent être accusés d'avoir fait un mariage blanc : mais ils n'avaient pas le choix.

La logique juridique elle-même érige le mariage en une obligation pour les couples. Elle fonctionne selon des conceptions morales et statutaires qui ne correspondent plus aux réalités conjugales contemporaines. Elle cherche à protéger contre les abus au détriment d'un choix libre et atypique. En procédant ainsi, elle réintroduit une dimension morale dans le choix conjugal. Elle ne permet pas l'expérimentation conjugale.

La politique d'immigration confisque l'internationalisation des rencontres amoureuses.

Covid : il y a des couples internationaux sont dans des logiques conjugales en construction et se voient par intermittence (ex : Chine/France). Actuellement, beaucoup de ces couples sont empêchés de se voir.

MARIAGE MIXTE ET INTÉGRATION

Les démographes considèrent depuis les premières études aux USA que **l'intermariage** est un bon moyen pour étudier l'intégration. **Plus les membres d'un groupe national se marient en dehors du groupe, plus ce groupe est intégré à la société d'immigration.**

- > Approche macrosociologique (compare des % obtenus nationalités par nationalités)
- > Ne tient pas compte des processus conjugaux plus fins (études qualitatives pour ces cas)

L'idée n'est pas fausse, mais l'indice d'intégration révèle d'abord des rapports entre chaque groupe minoritaire et la société majoritaire.

L'étude ne peut se faire que par rapport aux immigrés entrés célibataires dans le pays.

La mixité conjugale dépend aussi : de l'équilibre hommes-femmes dans le groupe national (ex : femmes russes)

Elle dépend également de l'ancienneté de l'immigration (marché matrimonial interne) :

- Il est réducteur de raisonner uniquement en termes d'intégration
- Les processus sont plus complexes, les statistiques mesurent davantage des barrières entre groupes sociaux et ethniques
- Il faut envisager la mixité conjugale en tenant compte des facteurs culturels, sociaux et sexués.

APPROCHE QUALITATIVE

L'approche qualitative cherche à comprendre comment les couples vivent leur mixité au quotidien. Il y a différentes manières de faire face aux injonctions normatives de l'extérieur, comme par ex réduire les différences en s'alignant sur les références culturelles de l'un des conjoints (le majoritaire ou le minoritaire) ou innover et explorer des espaces interculturels.

Dimensions des arrangements culturels :

- Langue parlée dans couple et famille
- Pratiques culinaires
- Pratiques religieuses
- Réseau amical
- Relations avec la famille élargie
- Lieux de vacances
- Transmission culturelle aux enfants (choix des prénoms, inscription religieuse)

CONSTANTES « MIXTES »

Les couples mixtes, haut de l'échelle sociale s'assimilent davantage à la société majoritaire. Les conjoints étrangers sont déjà habitués des normes occidentales. Un niveau d'études plus élevé contribue à une interprétation plus souples des valeurs et normes
Les femmes, qu'elles soient minoritaires ou majoritaires, se réorientent par rapport à leurs conjoints hommes (ex : apprendre recettes du pays d'origine).

VISION MACRO ET MICRO

La mixité conjugale doit se comprendre à travers son approche macrosociologique (stats, marché matrimonial). Mais également à travers ses tenants microsociologiques (modes d'ajustement conjugaux).
Ce n'est qu'en tenant compte des deux faces d'une même réalité qu'on peut comprendre la mixité conjugale.